

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

NUMERO SPECIAL

Matahiti 173 N° 7 - Numera Taae	TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI	Mahana 30 no Tenuare 2024
------------------------------------	--------------------------------------	------------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Pages

Lois du pays

Loi du pays n° 2024-6 du 30 janvier 2024 portant diverses adaptations et dérogations provisoires en matière de commande publique nécessaires à l'accélération de la construction, de la reconstruction ou de la réfection des aménagements indispensables à la livraison et à l'organisation des épreuves olympiques de surf en Polynésie française	1930
Loi du pays n° 2024-7 du 30 janvier 2024 relative à la modification de la loi du pays n° 2013-2 du 14 janvier 2013 portant dispositions diverses applicables au marin pêcheur	1931

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

LOIS DU PAYS

LOI DU PAYS n° 2024-6 du 30 janvier 2024 portant diverses adaptations et dérogations provisoires en matière de commande publique nécessaires à l'accélération de la construction, de la reconstruction ou de la réfection des aménagements indispensables à la livraison et à l'organisation des épreuves olympiques de surf en Polynésie française

NOR : SGG23203206LP

Après avis du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française ;

L'assemblée de la Polynésie française a adopté ;

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

Article LP. 1er.— Par dérogation au 1° de l'article LP. 223-3 du code polynésien des marchés publics, les marchés publics de travaux qui ont pour objet de répondre à des besoins strictement nécessaires à la construction, à la reconstruction ou à la réfection de la tour des juges et de ses ouvrages afférents, aménagements indispensables à l'organisation et au déroulement des épreuves olympiques de surf 2024, ainsi que les marchés publics d'étude, de maîtrise d'œuvre et autres services connexes à ces marchés de travaux, peuvent être passés sans publicité ni mise en concurrence préalable, quelle que soit la valeur estimée de ces besoins.

Lorsque l'acheteur public fait usage de cette faculté, il veille à choisir une offre répondant de manière pertinente au besoin, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec un même prestataire lorsqu'il existe une pluralité d'offres potentielles susceptibles de répondre au besoin.

Art. LP. 2.— Les marchés publics mentionnés à l'article LP. 1er demeurent soumis aux dispositions des I et II de l'article LP. 211-1 du code polynésien des marchés publics relatives aux éléments constitutifs des marchés, ainsi qu'à celles des articles LP. 212-1 et LP. 213-1 relatives, respectivement, à leurs mentions obligatoires et à leurs cahiers des charges.

Art. LP. 3.— Par dérogation à l'article LP. 222-1 du code polynésien des marchés publics, les marchés publics mentionnés à l'article LP. 1er peuvent faire l'objet d'un marché unique.

Art. LP. 4.— Par dérogation aux articles LP. 326-1 et LP. 326-2 du code polynésien des marchés publics, les marchés publics de travaux mentionnés à l'article LP. 1er peuvent confier à un opérateur économique une mission globale portant à la fois sur l'établissement des études et l'exécution des travaux.

Art. LP. 5.— Les marchés publics mentionnés à l'article LP. 1er demeurent soumis aux dispositions du I de l'article LP. 334-1 du code polynésien des marchés publics relatives à la publication d'avis d'attribution.

Art. LP. 6.— Par dérogation au deuxième alinéa de l'article LP. 431-2 du code polynésien des marchés publics, les marchés publics de travaux qui ont pour objet de répondre à des besoins strictement nécessaires à la construction de la tour des juges et de ses ouvrages afférents, aménagements indispensables à l'organisation et au déroulement des épreuves olympiques de surf 2024, ainsi que les marchés publics d'étude, de maîtrise d'œuvre et autres services connexes à ces marchés de travaux, et qui sont en cours d'exécution à la date d'entrée en vigueur de la présente loi du pays, peuvent être modifiés par voie d'avenant, quel que soit le montant de la modification en résultant.

Les avenants mentionnés à l'alinéa précédent peuvent concerner les spécifications techniques et les modalités d'exécution des travaux, sans que ces modifications ne changent toutefois la nature du marché.

Art. LP. 7.— Le montant total cumulé des dépenses engagées en application des dispositions de la présente loi du pays ne pourra pas excéder *quatre cents millions de francs CFP hors taxes*.

Art. LP. 8.— La présente loi du pays est applicable, à compter de sa date d'entrée en vigueur et jusqu'au 26 juillet 2024, aux marchés publics mentionnés à l'article LP. 1er, pour lesquels la contractualisation est engagée postérieurement à cette même date, et aux marchés en cours d'exécution mentionnés à l'article LP. 6.

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2024.
Moetai BROTHERRSON.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie,
du budget et des finances,*
Tevaiti-Ariipaea POMARE.

*La ministre des sports, de la jeunesse
et de la prévention contre la délinquance,*
Nahema TEMARII.

*Le ministre des grands travaux,
de l'équipement,*
Jordy CHAN.

Travaux préparatoires :

- avis n° 10 CESEC du 1er décembre 2023 du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française ;
- arrêté n° 2104 CM du 22 novembre 2023 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
- examen par la commission de l'équipement, de l'urbanisme, de l'énergie et des transports terrestres et maritimes le 29 novembre 2023 ;
- rapport n° 112-2023 du 1er décembre 2023 de Mme Béatrice Flores-Le Gayic, rapporteure du projet de loi du pays ;
- adoption en date du 18 décembre 2023 ; texte adopté n° 2023-22 LP/APF du 18 décembre 2023 ;
- publication à titre d'information au JOPF n° 103 du 26 décembre 2023.

LOI DU PAYS n° 2024-7 du 30 janvier 2024 relative à la modification de la loi du pays n° 2013-2 du 14 janvier 2013 portant dispositions diverses applicables au marin pêcheur

NOR : DRM230202327LP

Après avis du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française ;

L'assemblée de la Polynésie française a adopté ;

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

Article LP. 1er.— L'article LP. 16 de la loi du pays n° 2013-2 du 14 janvier 2013 portant dispositions diverses applicables au marin pêcheur est modifié comme suit :

“A titre transitoire et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2024, par dérogation à l'article 19 de l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 modifié portant organisation et fonctionnement de la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française, les cotisations des employeurs et salariés

du secteur de la pêche hauturière définis à l'article 1er de la décision n° 754 TLS du 10 octobre 1978, sont assises sur :

- le “salaire plancher pêche” visé à l'article LP. 7525-4 du code du travail, pour le calcul de l'assurance maladie invalidité et accidents du travail et maladies professionnelles et l'aide aux vieux travailleurs sociaux (AVTS) ;
- le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) prévu pour le régime de retraite de base des travailleurs salariés aux articles LP. 3322-1 à LP. 3322-4 du code du travail.”.

Art. LP. 2.— L'article LP. 17 de la loi du pays n° 2013-2 du 14 janvier 2013 portant dispositions diverses applicables au marin pêcheur est modifié comme suit :

“A titre transitoire et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2024, les prestations en espèces prévues au titre du régime de retraite de base des travailleurs salariés du secteur de la pêche hauturière sont établies par référence au salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) défini ci-dessus.

Les prestations en espèces servies au titre des autres régimes sont établies par référence au “salaire plancher pêche” visé à l'article LP. 7525-4 du code du travail.”.

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 30 janvier 2024.
Moetai BROTHERRSON.

Par le Président de la Polynésie française :

*La ministre de la fonction publique,
de l'emploi, du travail,
de la modernisation de l'administration
et de la formation professionnelle,*
Vannina CROLAS.

*Le ministre de l'économie,
du budget et des finances,*
Tevaiti-Ariipaea POMARE.

*Le ministre de l'agriculture
et des ressources marines,*
Taivini TEAI.

Le ministre de la santé,
Cédric MERCADAL.

Travaux préparatoires :

- avis n° 8-2023 CESEC du 21 novembre 2023 du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française ;
- arrêté n° 2099 CM du 16 novembre 2023 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
- examen par la commission des ressources marines, des mines et de la recherche le 30 novembre 2023 ;
- rapport n° 113-2023 du 1er décembre 2023 de M. Tevahiarii Teraiarue, rapporteur du projet de loi du pays ;
- adoption en date du 18 décembre 2023 ; texte adopté n° 2023-23 LP/APF du 18 décembre 2023 ;
- publication à titre d'information au JOPF n° 103 du 26 décembre 2023.



Le Tarif des Douanes de Polynésie française



est disponible à la vente
au prix de 5.495 F CFP TTC les 2 volumes